

ACTION URGENTE

CRAINTES D'ENLÈVEMENT POUR UN MILITANT THAÏLANDAIS EN EXIL

Wanchalearm Satsaksit, militant thaïlandais en exil, aurait été enlevé par des inconnus devant l'immeuble où il réside à Phnom Penh, au Cambodge. Dissident connu en Thaïlande, il a souvent exercé son droit à la liberté d'expression sur Internet en exil, et les autorités thaïlandaises ont émis un mandat d'arrêt à son encontre en 2018. Wanchalearm Satsaksit et huit autres militants thaïlandais ayant choisi l'exil dans des pays voisins ont été portés disparus ces dernières années. Deux d'entre eux ont été tués. Les autorités cambodgiennes doivent mener une enquête approfondie et efficace sur sa disparition, et chercher à établir où il se trouve, ainsi que le prévoit la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Premier ministre
Office of the Prime Minister
Jok Dimitrov Boulevard Phnom Penh
Cambodge
Fax : +855 23 360 666
Twitter : @PeacePalaceKH

Monsieur le Premier ministre,

Je vous écris afin de vous faire part de la vive inquiétude que m'inspirent les informations selon lesquelles **Wanchalearm Satsaksit**, un militant thaïlandais âgé de 37 ans, a disparu à Phnom Penh.

Un membre de la famille de Wanchalearm Satsaksit a signalé la disparition le 4 juin, après lui avoir parlé au téléphone vers 16 h 30 ce jour-là. Durant cet appel, Wanchalearm Satsaksit est sorti de son appartement pour aller acheter de la nourriture. Selon ce proche, leur conversation a été interrompue de manière abrupte, et Wanchalearm Satsaksit a dit qu'il étouffait et ne pouvait plus respirer. D'après certaines informations, des enregistrements de vidéosurveillance provenant de l'immeuble de Wanchalearm Satsaksit montrent un véhicule tout terrain Toyota Highlander noir s'éloignant de la résidence. On ne sait toujours pas où cet homme se trouve.

Les autorités thaïlandaises ont porté plainte contre lui pour avoir exercé de manière pourtant pacifique son droit à la liberté d'expression alors qu'il était en exil, le plus récemment en 2018 en vertu de la Loi relative à la cybercriminalité et de l'article 116 du Code pénal, portant sur la sédition, au motif qu'il avait publié des documents hostiles au gouvernement sur un groupe Facebook nommé « Je vais certainement recevoir 100 millions de Thaksin ». Les autorités thaïlandaises auraient précédemment demandé son extradition par le Cambodge.

Je vous demande donc, Monsieur le Premier ministre, de prendre toutes les mesures requises afin de :

- veiller à ce qu'une enquête efficace, approfondie et transparente soit menée dans les meilleurs délais sur l'enlèvement présumé de Wanchalearm Satsaksit, et de tenir sa famille informée des efforts déployés dans le but de déterminer où il se trouve.
- traduire en justice dans le cadre d'une procédure équitable toute personne soupçonnée d'être pénalement responsable, devant une juridiction ordinaire civile et sans requérir la peine de mort ;
- ne pas renvoyer Wanchalearm Satsaksit en Thaïlande, ainsi que le prévoit la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, à laquelle le Cambodge est partie, et conformément à l'obligation qui vous est faite de vous abstenir d'expulser de force des personnes vers des pays où elles risquent de faire l'objet de violations des droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le profil Facebook de Wanchalearm Satsaksit affirme qu'il est en exil parce qu'il soutient la démocratie. Les autorités thaïlandaises ont porté plainte contre lui, le plus récemment en 2018 au titre de la Loi relative à la cybercriminalité, l'accusant d'avoir publié des documents anti-gouvernementaux sur un groupe Facebook nommé « *Gu Tong Dai 100 Lan Jak Thaksin Nae Nae* » [Je vais certainement recevoir 100 millions de Thaksin]. Elles auraient demandé son extradition aux autorités cambodgiennes à l'époque. Elles ont aussi porté plainte contre lui pour ne s'être pas conformé à des citations à comparaître délivrées en 2014 à un grand nombre de militant-e-s et figures politiques après le coup d'État militaire de mai de cette année.

Le 9 juin 2020, les autorités cambodgiennes ont déclaré aux médias qu'elles diligenteraient une enquête sur sa disparition, alors qu'elles avaient précédemment affirmé qu'elles ne connaissaient pas cette affaire et n'enquêteraient pas sur son enlèvement présumé.

Wanchalearm Satsaksit fait partie des dizaines de militant-e-s politiques originaires de Thaïlande ayant demandé l'asile à des gouvernements voisins en raison des troubles politiques auxquels leur pays est en proie depuis une décennie. Nombre d'entre eux ont quitté le pays après que les autorités militaires ont pris le pouvoir lors d'un coup d'État, en mai 2014, et adressé des citations à comparaître à leurs rivaux politiques et à des militant-e-s dans l'objectif de leur faire subir des interrogatoires et de les placer en détention de manière arbitraire. Les autorités thaïlandaises ont par ailleurs demandé à maintes reprises aux gouvernements voisins de leur renvoyer un grand nombre de ces personnes, afin qu'elles répondent de leurs actes devant la justice - souvent pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression en ligne.

La sécurité des exilé-e-s thaïlandais dont les autorités thaïlandaises ont demandé l'extradition à des pays voisins suscite de vives craintes. Ces dernières années, au moins huit militant-e-s et membres de l'opposition politique en Thaïlande ont disparu ou été tués dans des pays voisins - notamment des personnes ayant diffusé en exil des vidéos où elles critiquaient le gouvernement ou la monarchie. Ces huit militant-e-s sont des personnes dont l'extradition avait été réclamée à de nombreuses reprises par les autorités thaïlandaises, notamment au motif que la diffusion de leurs vidéos en Thaïlande depuis le Laos menaçait la sécurité nationale.

Les États voisins - en particulier les gouvernements laotien et vietnamien - n'ont pas enquêté sur les enlèvements à répétition de ressortissants thaïlandais dont l'extradition, visant à les amener à répondre d'accusations de lèse-majesté, avait été réclamée par les autorités thaïlandaises. On ignore où ils se trouvent - à l'exception de deux personnes dont les corps ont été retrouvés lestés de béton dans le Mékong en décembre 2018. À la connaissance d'Amnesty International, malgré des soupçons concernant le rôle joué par les autorités, aucun des responsables n'a été identifié et aucune enquête indépendante, rigoureuse et efficace n'a été menée.

L'organisation est par ailleurs préoccupée par la possibilité que des pays voisins - notamment le Cambodge - se soient entendus avec la Thaïlande ces dernières années concernant le retour forcé de personnes recherchées dans leurs pays et risquant d'y faire l'objet de violations des droits humains. Cela inclut des Cambodgiens ayant fui la persécution pour avoir exercé de manière non violente leur liberté d'expression, et ayant également été renvoyés de force au Cambodge par la Thaïlande.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : khmer/anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 28 juillet 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : [Wanchalearm Satsaksit] (il)